



Thierry Klein,
président
de Citycom.

Devant l'effondrement de la nouvelle économie, les réactions des industriels français se classent en deux catégories :

– Il y a ceux qui ont été, et qui se sont plantés. Leurs motivations étaient surtout financières. Certains ont créé des fonds d'investissement, d'autres se sont servis des effets d'annonce pour faire monter les cours. La nature même d'un investissement de ce type (recherche d'une rentabilité rapide, fort effet mimétique) a paradoxalement fragilisé les projets développés puisque les capitaux se sont retirés dès qu'il a été patenté que ces objectifs ne pouvaient être atteints.

– Il y a ceux qui n'y ont pas été, et qui donc, maintenant, s'en félicitent ouvertement. Si la décision de ne pas investir avait résulté d'une certaine sagacité, on ne pourrait alors qu'applaudir. Mais ceux qui se gargarisent aujourd'hui d'avoir été prudents sont les mêmes que ceux qui annonçaient, il y a un an, leur « arrivée prochaine » sur Internet. Le retournement les a pris de court. Ce ne sont pas les plus sages, ce sont juste les plus lents. Dans la suite de notre article, nous les appellerons les escargots.

La plupart de nos responsables gouvernementaux sont devenus les alliés objectifs des escargots en déclarant que la crise américaine n'aurait que peu d'effet en Europe. L'économie française allait échapper aux excès de l'économie américaine et du Nasdaq. La plus faible influence des valeurs technologiques allait nous protéger contre les soubresauts venant d'outre-Atlantique : la France avait su « raison garder ». Je passe sur les

La nouvelle économie, Zidane et Houellebecq

sous-entendus et a priori idéologiques qui expliquent ces prises de position. Il s'agit toujours en fait de la même chose : ceux qui ont raté involontairement le train se félicitent de ne pas avoir payé le prix du ticket. La réalité est bien sûr tout autre, et ce partage a des raisons économiques et morales.

Les Américains ont su investir en masse ce « nouveau continent » qu'est Internet. Avec cette formidable énergie qui les caractérise, qui n'a pas été entamée depuis Tocqueville, ils en ont été les pionniers. Les contrecoups immédiats de l'échec sont importants pour eux, mais ils retireront de multiples avantages économiques, scientifiques et même financiers de cette exploration. Ils ont montré leur capacité, en tant que groupe – de Gaulle aurait dit en tant

moderne de l'immobilisme français. Or, cultiver cet état d'esprit, c'est, de façon certaine, limiter la capacité industrielle de développement d'un pays, en réduisant la capacité des entreprises à créer des avantages concurrentiels.

L'avantage concurrentiel (titre de la deuxième partie du livre de Michel Houellebecq, « Plateforme »), c'est ce qui fait qu'une entreprise peut, pendant un temps, « se reposer sur ses lauriers » parce qu'elle dispose d'une avance telle que ses concurrents ne peuvent pas l'attaquer. Il est difficile d'analyser les conditions qui mènent à l'avantage concurrentiel : on est souvent réduit à constater a posteriori qu'il existe. Microsoft, Cisco ont visiblement créé un avantage concurrentiel mais comment, pourquoi y sont-ils arrivés ? Sur ce point, l'intérêt de

les présente comme originales, au milieu d'un fatras d'approximations psycho-économiques. Bien sûr, il s'agit de l'avis des personnages, pas de l'auteur, mais quand même, on sent bien que, pour « Plateforme », la qualité de l'œuvre passe par la pertinence que le romancier accordé aux propos des personnages principaux. Sur ce point, au moins, « Le Retour tard » ne s'est pas trompé en se sentant personnellement attaqué par l'auteur !

Les entreprises qui créent de l'avantage concurrentiel ne sont donc pas américaines par hasard, mais parce que des conditions statistiquement favorables – un terreau – existent. Quelle que soit la qualité des individus qui les mènent (Bill Gates, John Chambers), le phénomène leur échappe largement car il s'agit d'un phénomène de société.

De même, en France, il aurait été inenvisageable de bâtir LVMH sans l'existence d'une tradition du luxe.

Cette tradition n'est bien sûr pas suffisante. La création de l'avantage est assez comparable à celle du champion. Il faut des structures adaptées sur le long terme pour créer une équipe de football compétitive, mais ce n'est pas la mise en place des structures qui garantit l'écllosion d'un Zidane. Celles-ci permettent juste de pouvoir tirer au mieux profit d'un talent : le champion emmène alors le groupe, voire le pays tout entier, et on assiste régulièrement à l'émergence d'autres champions (c'est le cas de l'équipe de France de football).

Sans structure adéquate, le succès du champion est fragile et n'est pas moteur (de Yannick Noah à Marie-José Pérec, les exemples sont multiples).

Qu'on n'aille pas voir ici un quelconque éloge du libéralisme américain comparé au modèle social français. En France, l'avantage concurrentiel a d'ailleurs souvent été obtenu sous l'impulsion de l'Etat, pour des raisons historiques. Voir depuis 1945 les exemples d'Ariane, de l'Airbus ou du nucléaire.

Aujourd'hui, l'Etat se retire de l'économie de marché, mais il ne laisse qu'un désert derrière lui car ni le patronat ni les entrepreneurs ne sont en mesure de le remplacer. Parallèlement, l'Etat augmente la taille des administrations et pèse d'un poids économique toujours plus fort sur les entreprises. Et son désengagement du secteur privé, et son surinvestissement dans le secteur public sont donc nuisibles.

Il est difficile, voire contre-nature, pour les responsables politiques de réagir. Ce sont en effet habituellement des escargots : mieux vaut, surtout dans le contexte de cohabitation actuel, attendre l'usure de l'adversaire que de prendre un risque qui peut vous éliminer. Or les risques politiques sont immenses. Les échecs de Concorde et du « France » sont inscrits dans les avantages concurrentiels que possède aujourd'hui Ariane ou Airbus et quel homme politique pourrait, aujourd'hui, les assumer ? Il lui faudrait être doté d'une autre qualité (bien française ?) : le panache.

La France aurait su « raison garder » !

Un retard dommageable pour tous, en réalité.

« Plateforme » tient surtout dans la naïveté des héros, qui pensent qu'ils peuvent obtenir un avantage concurrentiel mondial à partir d'une idée suivie de quelques réunions de travail. Or, cet avantage découle de conditions plus complexes qui, peut-être, échappent aux individus. De façon ultime, il se ramène sans doute à une sorte de « génie national ».

Mais ces idées, banales aux Etats-Unis et enseignées comme telles dans des dizaines de business schools, nous sont devenues à ce point étrangères qu'un de nos meilleurs écrivains nous

que nation – à explorer tout nouveau territoire, quel qu'il soit. Les Américains sont comme une équipe cycliste présente dans toutes les échappées : la déception est dure lorsque l'étape est annulée mais on peut déjà parier sur leurs chances dans l'étape suivante. L'équipe de France, elle, n'a pas pris part à la course. En plus, elle trouve ça astucieux.

Cette propension à l'attentisme fausement opportuniste, faussement malingre, c'est une constante de la société française. On la retrouve dans la philosophie de la ligne Maginot (où ce n'est pas le train, mais le char, que la France loupe), de Vichy (où l'on croit que le plus intelligent, au fond, c'est de ne rien faire, voire de gentiment collaborer). Plus près de nous, le fameux « il faut laisser du temps au temps » de François Mitterrand constitue une sorte de panégyrique

